



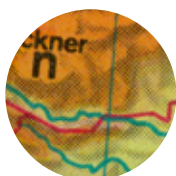
**GENSHAGENER
FORUM**

für deutsch-
französischen Dialog

**FORUM DE
GENSHAGEN**

pour le dialogue
franco-allemand

Sous le haut patronage du professeur Norbert Lammert, Président du Bundestag
allemand et de Claude Bartolone, Président de l'Assemblée nationale



L'Union européenne et la Méditerranée : quelles attentes réciproques, quelles perspectives communes ?

Actes du IV^{ème} Forum de Genshagen

21 et 22 novembre 2013 — Château de Genshagen



**Stiftung
Genshagen**

INSTITUT
MONTAIGNE



Forum de Genshagen 2013



Profondes et privilégiées, les relations entre l'Allemagne et la France demandent à être constamment entretenues et intensifiées. Les deux plus grands pays de l'Union européenne (UE) portent ensemble la responsabilité de promouvoir l'Europe dans la mondialisation, en développant le plus possible des stratégies communes. Dans ce but, la coopération gouvernementale doit s'enrichir d'un dialogue élargi aux sociétés civiles française et allemande, tout en y associant des représentants d'autres pays de l'UE. C'est à la fois l'esprit et l'ambition du *Forum de Genshagen pour le dialogue franco-allemand*.

Près de trois ans après le début des révolutions arabes, la Fondation Genshagen et l'Institut Montaigne ont consacré le IV^{ème} *Forum de Genshagen* aux interactions entre l'Europe et les pays de la Méditerranée. Les débats qui ont eu lieu dans ce cadre se sont attachés à identifier les attentes réciproques de ces différents ensembles géographiques en termes de construction politique, de partenariat économique ou de transition démocratique.

Le IV^{ème} *Forum de Genshagen* a également poursuivi les objectifs suivants : renforcer le dialogue franco-allemand relatif aux relations euro-méditerranéennes, identifier les intérêts communs des partenaires européens dans cette région ainsi qu'explorer de nouvelles voies de coopération de part et d'autre de la Méditerranée.

L'expression « pays du sud de la Méditerranée » employée lors des sessions du *Forum de Genshagen* 2013 et retranscrite dans ces Actes fait référence à l'ensemble sous-régional de la Méditerranée constitué du Maroc, de l'Algérie, de la Tunisie, de la Libye et de l'Egypte.



Séance d'ouverture : Quelles conséquences du « printemps arabe » au nord et au sud de la Méditerranée ?

Propos introductif :

M. Fathallah Sijilmassi, Secrétaire général de l'Union pour la Méditerranée, Barcelone

Débat en présence de :

M. Xavier Driencourt, Inspecteur général des affaires étrangères, ancien Ambassadeur de France en Algérie, Paris

M. Günter Gloser, Ancien ministre d'État, ancien Président du groupe d'amitié germano-maghrébin, Berlin

M. Jean-Louis Guigou, Fondateur et délégué général d'Ipemed, Paris

M. Hakim El Karoui, Partner, Roland Berger Strategy Consultants, Paris

Modération :

M^{me} Hélène Sallon, Journaliste, *LeMonde.fr*, Paris



Xavier Driencourt, Hakim El Karoui, Hélène Sallon, Günter Gloser, Jean-Louis Guigou



Fathallah Sijilmassi

Pour Fathallah Sijilmassi, les révolutions arabes ont souligné la nécessité de construire un nouveau modèle pour les relations entre l'Europe et la Méditerranée, sur la base d'une complémentarité accrue. Il a mis en avant trois objectifs pour y parvenir.

La première priorité réside dans l'impulsion d'une intégration régionale et sous-régionale des pays du Sud, et d'inscrire ces initiatives dans un agenda multilatéral. L'intégration régionale au sud de la Méditerranée doit se faire à l'image de celle de l'Union européenne, en adoptant une approche graduelle et pragmatique et en utilisant des outils tels que le 5+5¹, l'accord d'Agadir² ainsi que les nombreux projets développés au sein de l'Union pour la Méditerranée (UpM), en s'appuyant sur des indicateurs de performance. Par ailleurs, l'agenda méditerranéen doit être lui aussi renforcé en tant que priorité politique au sein de l'Europe. Les pays du Sud doivent être davantage inclus dans les processus de décision euro-méditerranéens. C'est dans cette optique que l'UpM peut agir en tant qu'organe fédérateur, afin de faire avancer l'intégration régionale en adoptant une approche inclusive avec l'ensemble des parties prenantes. Enfin, l'agenda méditerranéen doit être envisagé dans un agenda plus global, qui prenne en compte la dimension africaine (sécurité des frontières, flux migratoires et commerciaux) ainsi que les préoccupations mondiales, telles que le changement climatique ou le terrorisme.

¹ Le dialogue 5+5 réunit cinq pays de l'Europe du Sud (Portugal, Espagne, France, Italie, Malte) et cinq pays du Maghreb (Maroc, Algérie, Tunisie, Libye, Mauritanie).

² L'accord d'Agadir est un accord de libre-échange qui a été signé en 2004 entre le Maroc, la Tunisie, la Jordanie et l'Egypte.

Selon M. Sijilmassi, l'articulation de ces trois objectifs permettra à l'espace méditerranéen de saisir les nombreuses opportunités qui ont vu le jour depuis le début des révoltes arabes. La Méditerranée doit, à son sens, sortir de l'écueil du pessimisme et se mobiliser autour de l'action.



Günter Gloser, Jean-Louis Guigou

Günter Gloser a pour sa part confirmé l'importance qu'il faut désormais accorder à l'intégration régionale. Selon lui, les pays du Sud doivent surmonter leurs rivalités afin de s'engager davantage en faveur d'une coopération accrue.

M. Gloser a également plaidé pour une meilleure communication entre le nord et le sud de la Méditerranée ainsi que pour un renforcement de la visibilité des projets euro-méditerranéens. Enfin, si les projets économiques et sociétaux sont nombreux, les enjeux migratoires ne doivent pas pour autant être sous-estimés. L'Allemagne, ainsi que les autres pays européens, doivent faire davantage d'efforts en ce qui concerne la question des populations déplacées avec les pays concernés.



Hakim El Karoui, Hélène Sallon

Pour Jean-Louis Guigou, les révolutions arabes doivent être pensées comme une entrée dans la modernité : il faut laisser aux pays du Sud l'opportunité de construire leur système en profondeur. M. Guigou s'est déclaré optimiste quant au développement économique de ces pays qui permettra, selon lui, un retour de la croissance aussi bien au sud qu'au nord de la Méditerranée. Pour M. Guigou, l'avenir du Sud tient à un ancrage plus fort avec le Nord.



Fathallah Sijilmassi, Xavier Driencourt

Cette intégration régionale peut cependant être limitée, selon Hakim El Karoui, par le fait que la Méditerranée regroupe des pays aux situations très hétérogènes et qui privilégient, pour la plupart, les relations bilatérales. A cela s'ajoute l'absence d'interlocuteurs reconnus : il y a pour le moment un manque d'institutions communes et légitimes au sud de la Méditerranée. La résolution des problèmes internes est la condition *sine qua non* d'un développement sur le long terme d'une politique euro-méditerranéenne. Pour lui, les pays du Sud doivent davantage avoir recours à l'Europe pour refonder leurs institutions et repenser certains rouages de leur économie afin de ne pas entrer dans un rapport de dépendance vis-à-vis des pays du Golfe, par exemple.

Pour Xavier Driencourt, ces coopérations renforcées doivent s'inscrire dans le cadre de l'UpM. Si cet organe connaît des difficultés en raison des divergences de points de vue et d'intérêts de ses membres, cette organisation ne constitue pas un échec pour autant. Enfin, il faut désormais sortir, selon M. Driencourt, de l'image négative trop fréquemment associée aux pays du Sud (terrorisme, islamisme) qui représente une menace pour le renforcement des liens entre le nord et le sud de la Méditerranée.

Atelier 1 : Quel rôle pour la Turquie dans l'espace euro-méditerranéen ?

Intervenants :

M. Bahadır Kaleagasi, Président de l'Institut du Bosphore, Paris

M^{me} Riva Kastoryano, Directrice de recherche CNRS / CERI-Sciences Po, Paris

M^{me} Rita Süßmuth, Ancienne Présidente du Bundestag, membre du directoire de la Fondation Genshagen

Modération :

M^{me} Ariane Bonzon, Journaliste, Slate.fr, Paris

Selon *Bahadır Kaleagasi*, les bouleversements survenus dans le monde arabe sont considérés par la Turquie comme une opportunité économique et politique. *M. Kaleagasi* a ainsi avancé que la Turquie pourrait naturellement assurer un rôle de pont entre l'Europe, l'Asie et le monde arabe. Suite aux négociations infructueuses pour entrer dans l'UE, la politique étrangère turque s'est réorientée en partie vers la Russie et les anciennes puissances soviétiques avec lesquelles elle entretient de bonnes relations. En parallèle, les liens avec le monde arabe se sont également intensifiés. Selon lui, l'approche bilatérale des enjeux avec ses différents partenaires économiques ne doit pas empêcher la Turquie de développer davantage ses coopérations au niveau régional. Par ailleurs, *Bahadır Kaleagasi* a plaidé pour l'entrée pleine et entière de la Turquie dans l'UE. Il a précisé qu'il serait inutile de lui créer un statut particulier à partir du moment où la Turquie remplira les critères d'entrée qui s'appliquent à tous les candidats.

Riva Kastoryano a quant à elle abordé la question de l'évolution de la Turquie sur le plan domestique. Les manifestations dans le parc de Gezi ainsi que sur la place Taksim à Istanbul font partie du mouvement de protestations plus large qui s'est étendu à l'ensemble du pays. Pour *M^{me} Kastoryano*, ces événements doivent être compris comme le signal d'une émancipation de la société civile qui s'oppose à la fois à l'autoritarisme dans la sphère privée et au phénomène de surconsommation qui se développe en Turquie. Les Turcs militent également pour davantage de participation politique. Selon elle, ce mouvement continuera d'influencer les peuples du pourtour méditerranéen.

Rita Süßmuth a insisté sur le fait que la Turquie s'est muée ces dernières années d'un pouvoir économique en un pouvoir culturel. Du fait de ce mouvement, la polarisation intérieure de la Turquie s'est aiguisée, fragilisant potentiellement la stabilité du pays. *M^{me} Süßmuth* a par ailleurs constaté une recrudescence de l'influence de l'islam politique sur l'ensemble de la société turque, notamment suite à la déception causée par les réticences de l'Union européenne à intégrer la Turquie. La France et l'Allemagne partagent un certain scepticisme concernant l'entrée de la Turquie dans l'UE. La question de l'intégration de la Turquie dans l'Europe se pose pourtant toujours avec autant d'acuité car, selon elle, sans perspective européenne, la Turquie court le risque de dévier vers le renforcement des structures autoritaires.

Le nécessaire renforcement des relations entre l'Europe et la Turquie a été le fil rouge des échanges qui se sont tenus dans cet atelier. La Turquie ne doit en aucun cas se trouver isolée ; il convient de développer les échanges entre partenaires égaux, sur la base d'un respect mutuel.



Rita Süßmuth, Ariane Bonzon, Riva Kastoryano



A. Bonzon, R. Kastoryano, B. Kaleagasi



Atelier 2 : L'impact des révolutions arabes en Afrique subsaharienne et le rôle de l'Union européenne

Intervenants :

M. Rainer Eberle, Ancien Ambassadeur d'Allemagne en Libye et au Soudan

M. Mehdi Houas, Ancien ministre du Commerce et du Tourisme du gouvernement de transition tunisien (janvier-décembre 2011), président et fondateur de la société Talan

M. Tobias Koepf, Chercheur invité, Institut d'études de sécurité de l'Union européenne (IESUE), Paris

Modération :

M^{me} Isabelle Maras, Chargée de projets *Dialogue européen – Penser l'Europe politique*, Fondation Genshagen



Rainer Eberle, Isabelle Maras, Tobias Koepf



Mehdi Houas

Selon Rainer Eberle, deux changements majeurs ont eu lieu en Afrique subsaharienne pendant et à la suite des révoltes arabes. Le premier changement a consisté en la déstabilisation des régimes politiques en place et a établi les conditions favorables aux révolutions. Le second, d'ordre géopolitique, s'est manifesté après coup en affectant les frontières : la chute du régime libyen a permis l'établissement d'un véritable corridor entre le nord et le sud du pays, notamment en ce qui concerne les trafics (armes, drogues, êtres humains). Pour lui, la région subsaharienne fait de moins en moins office de « zone tampon », ce qui a pour conséquence d'accroître la migration des populations africaines en Europe.

La question des coopérations à mettre en place avec cette région est centrale car elle se décline sur le plan économique, politique et sécuritaire. La crédibilité mais aussi la réussite à long terme de l'action européenne sont en jeu. Faute de relais d'influence suffisants dans la région, l'UE ne devrait pas s'en tenir à un rôle seulement diplomatique mais devrait cultiver des relations fortes avec la société civile afin de mieux faire valoir ses intérêts. Il est temps que l'Europe se présente comme un partenaire et un complément de l'ONU dans cette région du monde.

M. Eberle a ajouté que, si la Chine, désormais installée économiquement en Afrique, et la Turquie sont de plus en plus présentes sur le continent, l'Europe reste toutefois le modèle sociétal de référence.

Selon Mehdi Houas, la situation actuelle en Tunisie se distingue des autres révolutions arabes. Alors que le mouvement révolutionnaire d'origine était lié aux valeurs de dignité et de tolérance, de liberté et d'égalité sociale, les dirigeants tunisiens islamistes actuels « n'ont pas de légitimité



Rainer Eberle, Isabelle Maras, Tobias Koepf

démocratique » [novembre 2013]. *M. Houas* s'interroge à cet égard quant à l'inaction de la communauté internationale. D'après lui, l'Europe a privilégié jusqu'ici une stratégie de laissez-faire et de non-ingérence ; une présence accrue de l'Union européenne aurait laissé un terrain probablement moins propice à l'islamisme. En outre, l'UE n'a pas proposé de solution différenciée en fonction des situations spécifiques à chaque pays au lendemain des révolutions. Par ailleurs, l'UE se fait aujourd'hui progressivement devancer par la Chine dans le domaine économique et par les pays du Golfe sur le plan idéologique. *Mehdi Houas* a conclu en plaidant en faveur de la création d'un avenir commun, bâti sur des valeurs définies ensemble dans l'espace méditerranéen.

Tobias Koepf a jugé, quant à lui, la politique de l'Union européenne « sur la réserve », que ce soit au cours des crises en Libye ou au Mali. La révolution suivie de l'intervention internationale en Libye ont joué un rôle déclencheur dans la crise malienne. Les facteurs favorisant son éclatement (revendications séparatistes touaregs, extrémisme islamiste, faiblesse, voire absence de l'Etat malien) étaient pourtant déjà présents auparavant. Dans la région du Sahel, l'UE a endossé un rôle plus actif qu'elle ne l'a fait pendant la crise libyenne, même si la coordination des différents instruments européens engagés sur le terrain reste encore difficile. Les attentes envers l'UE, dont la politique extérieure est en crise depuis 2008-2009, ont été trop élevées. En définitive, l'intervention de l'UE n'a pas été évaluée en fonction de ses possibilités réelles.

Les échanges avec le reste de l'auditoire ont pointé du doigt l'absence de solidarité de l'Europe vis-à-vis des pays où se sont déroulées les révolutions arabes ainsi qu'envers le Mali. Les pays européens semblent avoir fait preuve d'une certaine naïveté lors de l'arrivée d'islamistes, alors estimés modérés, au pouvoir. L'UE pourrait contribuer à renforcer la stabilité de certains pays africains à travers une intervention et une coopération structurées à long terme, prenant par exemple en compte l'enjeu que représente la corruption. Les intervenants ont été unanimes sur un point : l'Afrique tend les mains à l'Europe et l'Europe a besoin de l'Afrique.

Atelier 3 : Le rôle des sociétés civiles depuis les révoltes arabes

Intervenants :

M^{me} Heba Ahmed, Assistante de recherche à l'Université Humboldt, Berlin

M. Othmann Layati, Avocat au Barreau de Paris, cabinet Lysias partners

M^{me} Beate Schindler-Kovats, Directrice du bureau du DAAD (Office allemand d'échanges universitaires), Tunis

Modération :

M^{me} Isabel Schäfer, Directrice du projet Mediterranean Institute (MIB), Université Humboldt de Berlin



Beate Schindler-Kovats, Heba Ahmed, Isabel Schäfer



Othmann Layati, Isabel Schäfer

Othmann Layati considère que la Tunisie se trouve dans une situation paradoxale : du fait de l'absence de l'Etat dans de nombreux domaines de la vie publique, la société civile, de plus en plus active – elle compterait environ 500 associations et organisations –, tente de combler ce manque. Par ailleurs, M. Layati s'est inquiété de l'influence croissante des acteurs de tendance islamiste sur le système juridique ainsi que dans la sphère publique tunisienne. La violence politique est un phénomène inédit au sein du pays, ce qu'il convient de souligner.

Heba Ahmed a fait état d'une situation similaire en ce qui concerne la société civile égyptienne : les réseaux et canaux politiques de type informel ont augmenté. Les Frères musulmans sont devenus de « nouveaux interlocuteurs » dans de nombreux secteurs traditionnels de l'action publique, comme par exemple celui de la santé. Les ONG égyptiennes jouent un rôle particulier en introduisant progressivement dans le débat public des sujets tabous, tels que le harcèlement sexuel et la violence, s'attirant ainsi l'inimitié de l'Etat et de la société.

Beate Schindler-Kovats a abordé plus spécifiquement les thèmes de la formation et de l'enseignement supérieur et a fait part du nombre élevé d'universités et de diplômés en Tunisie. Cette situation est particulièrement paradoxale : un diplômé sur quatre est chômeur, et plus le niveau de formation est élevé, plus le risque de se retrouver au chômage est accru. Il en résulte une « fuite des cerveaux » croissante, avec des conséquences dramatiques pour la Tunisie. Le système universitaire doit faire l'objet d'une réforme de grande ampleur, notamment parce qu'il demeure très orienté vers le théorique et moins vers la pratique professionnelle. En matière d'aide à la formation apportée à la Tunisie, la France et l'Allemagne



pourraient se compléter efficacement. Depuis les révolutions arabes, l'Allemagne, très appréciée dans la région, est considérée comme un nouveau partenaire de coopération – principalement grâce au « partenariat de transformation » conclu avec le ministère des Affaires étrangères allemand.



Les échanges de cet atelier ont mis en avant des tendances communes dans les pays concernés : le nombre d'ONG a augmenté, l'espace pour leurs activités respectives ainsi que la diversité des acteurs du secteur se sont également développés. Toutefois, chacun des pays évolue de façon très différente : la liberté de réunion et d'opinion s'est par exemple considérablement réduite en Egypte ces derniers mois [novembre 2013]. Selon *M^{me} Ahmed*, la société civile égyptienne représente à l'heure actuelle un acteur à prendre au sérieux, dont les représentants sont invités par les pouvoirs publics à débattre autour des projets de loi. Le problème principal demeure cependant l'Etat policier, qui rend d'autant plus urgente la poursuite du soutien de l'Egypte par la communauté internationale. *Heba Ahmed* appelle ainsi les organisations et fondations politiques allemandes à faire preuve de davantage de courage ; des programmes d'échanges seraient par exemple un bon point de départ. *M^{me} Schindler-Kovats* s'est prononcée elle aussi en faveur d'un soutien politique à long terme pour la Tunisie et a proposé par ailleurs d'élargir les « partenariats de transformation » à d'autres pays.

Pour *M. Layati*, la France devrait se garder d'adopter un « rôle néo-colonialiste » en Tunisie. Il serait souhaitable que les pays membres de l'Union européenne définissent une stratégie commune envers l'Afrique du Nord. Une démocratisation de l'éducation à travers des programmes d'échanges et de mobilité est également selon lui une priorité dans le cadre d'un partenariat d'égal à égal.

Débat : Méditerranée – L'avenir du Sud

Intervenant :

M. Claus Leggewie, Directeur de l'Institut des sciences humaines d'Essen

Modération :

M. Martin Koopmann, Directeur exécutif, Fondation Genshagen



Martin Koopmann, Claus Leggewie



Claus Leggewie, Riva Kastoryano

Claus Leggewie a présenté sa vision d'une autre Union pour la Méditerranée, qui unirait le Nord et le Sud. Pour parvenir à cet objectif, cinq étapes sont nécessaires selon lui :

Penser et diffuser l'idée d'une nouvelle Union pour la Méditerranée

Claus Leggewie rêve d'une unification de la région, laquelle engloberait, outre les Etats de l'UE, tous les pays riverains de la Méditerranée. Selon lui, l'Union pour la Méditerranée doit encore renforcer son organisation politique et institutionnelle. Il juge important que des « multiplicateurs » – comme le public de ce Forum – diffusent les idées portées par une Union pour la Méditerranée.

La « Méditerranée » – un style de vie ?

Le conflit entre le nord et le sud de la Méditerranée persiste depuis des siècles ; la presse évoquait encore récemment, en lien avec l'eurocrise, l'insurrection de la « latinité », au sens de la Méditerranée latine, contre les Germains (référence est faite à Giorgio Agamben). A ceci, Claus Leggewie oppose l'idée d'une Méditerranée inclusive, laquelle serait déterminée par un mode de vie et non par un sentiment d'appartenance ethnico-religieux, telle que l'a avancé Albert Camus. Les pays du sud de la Méditerranée ont longtemps représenté – pour les Allemands – un mode de vie, un repère nostalgique, qui s'apparente aujourd'hui de plus en plus à une menace.

Un réseau de villes – le retour d'un vieux modèle

Une autre proposition serait l'établissement d'un réseau entre les villes de la région méditerranéenne, tel qu'il existait déjà au temps des Phéniciens (référence est ici faite à David Abulafia). La concurrence commerciale, les différends religieux et les conflits armés faisaient à l'époque partie de



Martin Koopmann, Claus Leggewie



cette réalité, les acteurs principaux n'en étant pas cependant les Etats-nations, mais les grandes villes. Les jumelages de villes entre la France et l'Allemagne pourraient, ici, servir de modèle. Selon M. Leggewie : « Notre *Mare Nostrum* doit reposer sur les relations commerciales, intellectuelles et bien entendu également sur les échanges politiques entre les villes ».

Une union de la sécurité à la notion élargie

Pour Claus Leggewie, la Méditerranée est aujourd'hui une région stratégiquement pacifiée, au sein de laquelle règne une menace asymétrique (terreur islamiste, réfugiés et déstabilisation économique). L'UE y réagit de façon conservatrice, non inclusive et défensive (Frontex⁴ au niveau de la politique migratoire, droits de douane pour les imports au niveau de la politique agricole), s'éloignant ainsi des finalités poursuivies par les révolutions arabes. Dans ce contexte, une telle position de l'UE en matière de sécurité apparaît condamnable : en réalité, il n'en va pas de notre sécurité, mais de celle des réfugiés, qui, en traversant la Méditerranée, risquent leur vie. Il serait ainsi nécessaire de développer une nouvelle notion de sécurité plus inclusive.

Une union de l'énergie entre le nord et le sud de la Méditerranée

La région possède également un haut potentiel énergétique : le vent et le soleil y abondent. Le projet Desertec tente de mettre en place un approvisionnement en électricité du Nord grâce au Sud, et ainsi de démontrer qu'une petite partie du Sahara suffirait à alimenter le monde entier en électricité. Le recours aux sources d'énergie anciennes (charbon, nucléaire) reste prédominant alors que l'on pourrait exploiter des énergies renouvelables et les nouvelles technologies disponibles. A l'heure actuelle, les Européens devraient moins échanger sur une identité commune, l'histoire ou la religion que sur des intérêts communs : le développement de la région méditerranéenne profite à l'Europe et à la région elle-même.

M. Leggewie en conclut que nous avons affaire, dans l'espace méditerranéen, à un nouveau type de sous-région. Le modèle d'origine d'« Europe des régions » qui remonte aux années 1970 a entraîné un « chauvinisme découlant de la prospérité » au sein des entités politiques plus petites qui apparaissent comme non viables aujourd'hui. A l'heure actuelle, la création d'une sous-région ni trop petite (la Catalogne par exemple), ni trop grande (l'Union pour la Méditerranée par exemple) est nécessaire – cette dernière entité étant, pour beaucoup, trop éloignée de leur réalité de vie. M. Leggewie aspire à une Europe qui reste déterminée par les Etats-nations, tout en cédant une partie de sa souveraineté à l'UE et en étant renforcée par la création d'une sous-région. L'Union pour la Méditerranée d'un nouveau genre devrait continuer à s'appuyer sur les institutions existantes, se concentrer sur les intérêts de la périphérie du Sud et œuvrer à des mesures politiques concrètes – comme dans les domaines de la politique énergétique, sécuritaire ou agricole.

⁴ L'agence Frontex, créée en 2004, a pour mission de coordonner la coopération opérationnelle des Etats membres aux frontières extérieures de l'Union européenne en matière de lutte contre l'immigration clandestine.

Débat : Quel impact du « printemps arabe » pour l'économie européenne ?

Débat en présence de :

M. Oliver Masetti, Analyste, Deutsche Bank Research, Francfort/Main

M. Henri de Peyrelongue, Directeur général du centre de ligne Europe et Afrique du Nord, Air France, Paris

M. Paul van Son, Directeur exécutif, Dii GmbH, Munich

M. Lionel Zinsou, Président de PAI Partners, membre du comité directeur de l'Institut Montaigne, Paris

Modération :

M. Julian Schorpp, revue *Contexte*, Paris



Oliver Masetti, Henri de Peyrelongue, Julian Schorpp, Paul van Son



Selon *Oliver Masetti*, les révolutions arabes ont lourdement impacté les économies d'Afrique du Nord (Maroc, Algérie, Tunisie, Libye, Egypte). Entre 2010 et 2011, la croissance de ces pays a chuté d'environ 5% à 2%, avec un léger redressement en 2012, sans amélioration nette en 2013.

M. Masetti a souligné les faiblesses structurelles des économies concernées : chômage élevé (de 30 à 40% chez les jeunes), forte croissance démographique, secteur privé peu développé et secteur public surdimensionné. Les déficits de la balance des paiements ont explosé, combinés à la chute des investissements étrangers en raison de l'incertitude politique et à la stagnation des exportations. Si l'Egypte et la Tunisie en ont considérablement souffert ainsi que de la chute brutale du tourisme, les pays exportateurs de pétrole (Algérie et Libye) en ont été peu affectés.

Selon *Lionel Zinsou*, la situation dans les pays de la zone n'est pas alarmante, notamment rapportée à la conjoncture économique globale actuelle. *M. Zinsou* a mis en garde contre la dichotomie d'un Nord bien portant et d'un Sud en révolution et mis en avant la nécessité de développer des biens de consommation pour les marchés locaux. Les deux économies pétrolières algérienne et libyenne restent plutôt indifférentes aux fluctuations, se distinguant ainsi du Maroc et de la Tunisie qui bénéficient toujours d'un soutien international. Seconde économie d'Afrique, l'Egypte possède quant à elle une « extraordinaire diversité » en matière d'exportations et une position charnière au plan géopolitique : cela la rend résiliente, selon lui, face aux événements politiques.



Lionel Zinsou

Henri de Peyrelongue a rappelé que l'Afrique du Nord représente une région stratégique pour Air France-KLM. Le Maghreb est important du fait de ses relations historiques avec la France, avec une intensité de vols comparable aux fréquences intra-européennes. L'impact à court terme des révolutions sur le secteur du tourisme, au caractère volatile, doit être différencié selon les pays : le Maroc et l'Algérie ont par exemple tiré leur épingle du jeu. Selon M. de Peyrelongue, un solide travail de sensibilisation et de communication est à mener dans la région afin de modifier la perception des voyageurs potentiels.



O. Masetti, H. de Peyrelongue, J. Schorpp

A la tête du consortium Dii (Desertec Industrial Initiative), Paul Van Son a précisé que l'objectif actuel est d'améliorer le bouquet énergétique grâce aux énergies renouvelables à prix raisonnable. L'Algérie, le Maroc, l'Arabie saoudite et les Emirats investissent aujourd'hui de façon massive dans le solaire et l'éolien. Les réseaux sont fortement liés : une production accrue d'énergies renouvelables au Maroc et en Tunisie améliore le bouquet énergétique et diminue les prix de distribution en Europe. M. Van Son constate que les Chinois, dotés d'une réelle vision, se positionnent à l'heure actuelle sur le marché en raisonnant en termes de « transition (énergétique) du siècle ». Du côté européen, les stratégies restent trop nationales. Il plaide pour une vision européenne commune à long terme, permettant des prévisions à moyen terme indépendamment du contexte politique et économique.



Paul van Son

Le public a accordé une grande importance aux possibilités de création immédiate d'emplois dans la région. Le stade de développement actuel, avec un sous-emploi chronique au Maghreb-Maschrek, exige de lourds investissements en capitaux, mais pauvres en création d'emplois. Il s'agit, au premier chef, de développer l'industrie des services.

Le parallèle a été dressé avec l'Allemagne de l'Est après la réunification, même si – différence notable – le secteur de l'économie informelle prévaut encore en Afrique. La mise en place de conditions cadre pour le retour de l'investissement privé, en priorité pour les petites et moyennes entreprises, s'avère cruciale.

Débat : Quel projet démocratique pour l'espace méditerranéen ?

Débat en présence de :

M^{me} Riham Adel, Président-directeur général, Job Nile, Alexandrie

M. Hakim El Karoui, Partner, Roland Berger Strategy Consultants, Paris

M. Michael Lüders, Politologue et islamologue, Berlin

M. Hamadi Redissi, Professeur, Université de Tunis al Manar

Modération :

M^{me} Sonja Hegasy, Directrice-adjointe du Centre de l'Orient moderne (ZMO), Berlin



Hakim El Karoui, Riham Adel, Sonja Hegasy, Michael Lüders, Hamadi Redissi



Sonja Hegasy, Michael Lüders, Hamadi Redissi

Le débat s'est avant tout focalisé sur l'avenir de l'Egypte avant d'élargir la réflexion à l'avenir de l'espace méditerranéen.

Riham Adel a souhaité revenir sur la période post-révolution en Egypte, afin de rappeler que l'élection de Mohamed Morsi a représenté un tournant pour le pays : il s'agissait de la première élection libre de son histoire. Selon M^{me} Adel, la « renaissance » promise par Mohamed Morsi n'a pas eu lieu. Le coup d'Etat organisé le 3 juillet 2013 par l'armée, souhaité et soutenu selon elle par la population, a fait suite aux manifestations qui ont eu lieu en réaction à la nouvelle constitution promulguée en novembre 2012. Cette dernière n'aurait pas été conforme aux attentes des Egyptiens. M^{me} Adel a en outre reproché à Mohamed Morsi sa proximité avec les Frères musulmans ainsi que l'augmentation du terrorisme et de la délinquance dans le pays. Pour M^{me} Adel, l'armée a soutenu les manifestations citoyennes parce qu'elle estimait que la sécurité du pays était en danger et que les militaires jouissaient de la confiance nationale. Selon elle, la structuration d'un projet national est primordiale pour l'avenir de l'Egypte. Le tourisme et l'agriculture sont deux secteurs qui jouent un rôle clé dans le développement économique égyptien et qui ne pourront être relancés que si une certaine viabilité économique et politique du pays est assurée.

Pour Michael Lüders, la structuration sociale de la population des pays arabes est à prendre en compte afin de comprendre les événements récents qui se sont déroulés en Egypte. Selon lui, il existe une coexistence de structures féodales et modernes dans le monde arabe, si bien que les élites de la classe moyenne ne sont pas capables de prendre le pouvoir.

En Egypte, l'armée est à l'heure actuelle la garante de la sécurité qui a mis fin au règne des islamistes ; c'est en même temps un acteur économique



H. El Karoui, R. Adel, S. Hegasy, M. Lüders



de premier plan. Toutefois, le retour de l'armée n'est pas dû à la volonté du peuple mais au fait que les Frères musulmans ont fait l'erreur de convoiter l'accès aux leviers économiques, d'après *M. Lüders*. Il doute du fait que l'armée soit « amie » du peuple, comme l'illustre le grand nombre de détenus torturés. Par ailleurs, *Michael Lüders* a affirmé que le retard de développement économique et politique de l'Egypte est dû au manque de pragmatisme des élites, dont l'armée. Or l'Egypte a besoin selon lui d'un fondement de pragmatisme afin de remédier au contexte économique dégradé. La situation économique et politique en Egypte doit être suivie de très près, ce qui s'y passe actuellement étant susceptible d'avoir un impact sur l'ensemble des pays voisins. *M. Lüders* a conclu en ajoutant que l'avenir démocratique de la Méditerranée passera par la mise en place d'institutions garantissant un Etat de droit.

Pour *Hamadi Redissi*, les transformations en cours au sein de l'espace méditerranéen ne constituent pas toutes des révolutions. Certaines d'entre elles ne seront pas démocratiques et celles qui le sont ne seront pas forcément libérales. *M. Redissi* a développé trois registres devant être pris en compte pour comprendre le processus de transformation politique qui s'est opéré dans le monde arabe, en s'appuyant sur l'exemple des événements qui se sont déroulés en Tunisie : les attentes sociales, de type démocratique et identitaire (à savoir les attentes sociales des classes démunies, les revendications de type démocratique de l'intelligentsia séculaire et moderne et les protestations identitaires venant des couches prolétariées), les concepts et la question de l'islam. Pour ce qui est des concepts, trois imaginaires collectifs se sont formés après la révolution en Tunisie : bolchevique, libéral et islamiste. *Hamadi Redissi* a tenu à préciser que la révolution islamiste n'a pas eu lieu dans le monde arabe non pas parce que les islamistes sont modérés mais grâce à la force de résistance dont la société civile a fait preuve. *M. Redissi* a enfin souligné que l'islam et la démocratie peuvent être compatibles au sein de l'espace méditerranéen, à condition que les différents acteurs concluent un pacte civil.

Hakim El Karoui a, quant à lui, relevé plusieurs freins au développement du projet démocratique dans l'espace méditerranéen : il n'existe pas d'espace de débat dans le monde arabe et l'espace public n'est pas respecté en tant que tel. Pour autant, une nouvelle place est faite aux femmes dans la société : celles-ci sont de plus en plus nombreuses dans les universités et font progressivement entendre leur voix sur les questions relatives à la fécondité. Les frictions internes, entre autres sur ces sujets de société, sont récurrentes. Selon lui, ces pays sont pour le moment dépourvus d'une vision de l'intérêt général et peinent à se construire une identité nationale.

Pour *M. El Karoui*, les pays qui ont connu les révolutions arabes ont désormais besoin d'institutions permettant notamment de réguler la violence. La constitution d'un Etat de droit est nécessaire pour assurer la sécurité de ces pays ainsi que le développement de leurs économies.

Retour en images



Témoignages d'étudiants



La Fondation Genshagen et l'Institut Montaigne ont eu le plaisir d'accueillir des étudiants de Sciences Po, venus respectivement des campus de Nancy et de Menton, au *Forum de Genshagen*. Ils ont ainsi pu nouer des échanges fructueux avec les intervenants et les participants aux profils variés. Leur engagement, leur curiosité ainsi que la pertinence de leurs questions ont grandement enrichi les débats.



« Aller en Allemagne pour une conférence sur les relations euro-méditerranéennes ? Si au départ l'idée avait pu me sembler saugrenue, passer deux jours à Genshagen aura servi à me convaincre du contraire. Au cours de ces deux jours, nous avons pu aborder l'ensemble de la question des rapports euro-méditerranéens sous plusieurs angles, économique, politique, social. Nous avons également, au cours de nos débats, profité du ressenti et de l'expertise d'un certain nombre de personnes qui sont les acteurs du monde méditerranéen de demain. »

Aghilès AIT-LARBI
étudiant à Sciences Po,
campus de Menton

Diego FILIU
étudiant à Sciences Po,
campus de Menton

« C'est surtout la richesse des débats au sein du château de Genshagen que je retiendrai. Les conférences étaient d'un très haut niveau : j'ai beaucoup appris sur ma région de spécialisation, le pourtour méditerranéen. Mais les échanges que j'ai pu avoir en marge de la conférence et des ateliers de travail étaient également très enrichissants. Ce n'est pas tous les jours que l'on peut déjeuner avec un ministre du gouvernement de transition en Tunisie ! »



« Chaque conversation que nous avons pu mener avec des hommes politiques, hommes d'affaires, journalistes, ou autres étudiants était toujours marquée par un profond respect, ainsi que par une pertinence remarquable quant au thème donné. Surtout, malgré des avis divergents, chacun était profondément intéressé par les opinions de l'autre. J'ai réellement apprécié cette atmosphère unique de débat constructif et enrichissant. »

Pauline WESTERBARKEY
étudiante à Sciences Po,
campus de Nancy

À propos du Forum de Genshagen

.....

Le *Forum de Genshagen pour le dialogue franco-allemand* est le fruit d'une coopération entre la Fondation Genshagen et l'Institut Montaigne. Depuis 2010, une centaine de décideurs et représentants français et allemands des mondes de la politique, de la diplomatie, de l'économie, de la culture et des médias sont invités à échanger sur un thème déterminant pour l'avenir de l'Europe. Les précédentes éditions ont notamment été consacrées aux effets de la crise économique et financière, aux enjeux relatifs à l'intégration ou encore à la question d'une stratégie énergétique commune pour l'Europe.

Les conférences annuelles du *Forum de Genshagen* s'inscrivent dans un cycle de travail complet. Chaque année, **un sondage d'opinion franco-allemand** est réalisé auprès de 1000 Allemands et Français : la première partie du sondage évalue la perception des relations franco-allemandes, tandis que la seconde porte sur le thème annuel de la conférence. Par ailleurs, **une étude franco-allemande** portant sur le sujet de l'année et formulant des recommandations politiques concrètes est réalisée.

Depuis 2013, le **Forum itinérant**, au format plus réduit, permet d'«exporter» le Forum de Genshagen en le déclinant dans un pays tiers. Ainsi, des intervenants de la conférence annuelle de 2012 ont été invités à Varsovie à l'été 2013 afin d'échanger avec un public polonais.



Mentions légales

.....

Tous droits réservés. Aucun élément de cette publication ne peut être copié ou reproduit de façon partielle ou intégrale sans l'autorisation écrite et préalable de la Fondation Genshagen et de l'Institut Montaigne.

© Stiftung Genshagen / Institut Montaigne, 2014

Editeurs

Stiftung Genshagen
Im Schloss
D-14974 Genshagen

Tel. + 49 (0)3 37 88 05 931
Fax. + 49 (0)3 37 88 70 013
www.stiftung-genshagen.de
institut@stiftung-genshagen.de

Institut Montaigne
38, rue Jean Mermoz
F-75008 Paris

Tel. + 33 (0)1 58 18 39 29
Fax. + 33 (0)1 58 18 39 28
www.institutmontaigne.org
info@institutmontaigne.org



INSTITUT
MONTAIGNE



Contacts

Isabelle Maras
maras@stiftung-genshagen.de
Tel.: +49 33 78-80 59 36
Fax: +49 33 78-87 00 13

Nina Henke
henke@stiftung-genshagen.de
Tel.: +49 33 78-80 59 95
Fax: +49 33 78-87 00 13

Maylis Brandou
mbrandou@institutmontaigne.org
Tel.: +33 1 58 18 39 26
Fax: +33 1 58 18 39 28

Méryl Sotty
msotty@institutmontaigne.org
Tel.: +33 1 58 18 39 54
Fax: +33 1 58 18 39 28

Responsable graphique

M.O.R. Design, www.mor-design.de
Nina Henke

Photos

Nora Erdmann

.....

Sponsors :



Robert Bosch Stiftung



.....

En collaboration avec :

